



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 17 Novembre 2010

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle

Sommaire

**Sommet franco-
phone - Montreux**

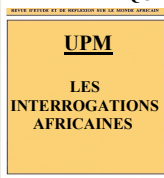
**3 questions à
Jacques Godfrain**
Ancien Ministre de la
Coopération

Guinée
Alpha Condé
vainqueur

**Conférence clima-
tique de Cancun**
Position africaine
commune

Télégrammes
Livres

LES CAHIERS DE
L'AFRIQUE



Revue trimestrielle
d'étude et de réflexion
sur le monde africain
[www.lescahiersde
lafrique.fr](http://www.lescahiersde
lafrique.fr)

Guinée



**Alpha Condé
vainqueur**

L'élection d'Alpha Condé le 21 novembre est historique, pour la Guinée et pour l'Afrique. Elle marquera aussi l'ouverture d'une nouvelle phase dans la relation de la Guinée avec le monde.

C'est la première véritable élection pluraliste en Guinée, cinquante ans après l'indépendance. Il y a fallu un lourd travail préparatoire concernant aussi bien les listes électorales que les opérations de vote. Il y a fallu, de part et d'autre, beaucoup d'efforts et de responsabilité pour maintenir globalement le calme, malgré de graves incidents.

Élu avec 52% des suffrages, Alpha Condé arrive au pouvoir dans un pays où le peuple attend impatiemment une vraie politique de développement économique et social. Pour aller vite, le nouveau Président sait qu'il devra non seulement encourager et soutenir la force de travail des Guinéens, mais aussi favoriser les relations économiques avec les pays voisins d'une part, avec les grands pays développés ou émergents d'autre part.

La diversification des partenariats pour la mise en valeur des ressources est à l'ordre du jour. Les semaines et les mois qui viennent seront déterminants à cet égard.

**É
D
I
T
O**

Appel à la raison

Le peuple haïtien est en extrême souffrance. Le séisme avait terriblement aggravé sa situation. Le choléra aujourd'hui y ajoute et les plus faibles en meurent les premiers. Cette nouvelle calamité accroît le sentiment d'abandon de millions d'habitants, qui n'en peuvent plus de misère et de désespérance. Alors, ils crient dans les rues de Port-au-Prince et d'ailleurs, contre leur gouvernement qui n'en peut mais, contre l'ONU débordée, et contre la communauté internationale qui pourtant les aide mais ne le fait qu'à moitié.

La fraternité francophone est concernée au premier chef par le drame haïtien. Plusieurs de ses dirigeants notamment

africains l'ont dit dès le lendemain du séisme. Le gouvernement français l'a déclaré tout aussitôt et a envoyé des secours appréciables. Le récent sommet francophone de Montreux a solennellement exprimé sa solidarité.

Mais a-t-on fait tout ce que l'on pouvait ? Les Africains, malgré leurs problèmes, n'auraient ils pas pu rassembler quelques moyens de plus ? Quant au gouvernement français, qui ne peut certes pas tout, ne doit-il pas faire davantage ?

Nos dirigeants qui trouvent les moyens d'envoyer des corps expéditionnaires en des terres incertaines, où de jeunes Français meurent en attendant que Washington décrète à son heure que la guerre est finie, ne devraient-ils pas revoir leurs priorités et arbitrer en conséquence ?

Haïti n'est pas seulement un appel au cœur. C'est un appel à la raison.

Côte d'Ivoire

Suspense sur l'issue du deuxième tour de l'élection présidentielle ivoirienne du 28 novembre. Le ton monte et les

Suspense à Abidjan

esprits s'échauffent. La dernière semaine est marquée par des incidents violents qui ont éclaté à Abidjan.

Sommet francophone

Montreux 23-24 octobre 2010

Le XIIIème sommet francophone, auquel ont participé 40 chefs d'État africains, a reconduit l'ancien Président Abdou Diouf pour un troisième mandat de quatre ans au poste stratégique de Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Le sommet a adopté plusieurs déclarations concernant aussi bien la promotion de la langue française que la solidarité des pays francophones dans leurs relations mutuelles et dans leur action dans le monde. Il a confirmé que le quatorzième sommet se réunira en 2012, en RDC.



Visions d'avenir

Le thème du sommet, intitulé « défis et visions d'avenir pour la francophonie », a été décliné sur trois grands axes : la francophonie acteur des relations internationales et sa place dans la gouvernance mondiale ; la francophonie et le développement durable ;

la langue française et l'éducation dans un monde globalisé.

Dans la déclaration finale, dénommée « Déclaration de Montreux », 40 Chefs d'état et de gouvernement réunis en présence de toutes les délégations du monde francophone, affirment que la langue française

constitue « le creuset originel de la coopération et de la solidarité entre les états les gouvernements et les peuples présents sur les cinq continents », et que sa promotion est au cœur des missions de la francophonie ; réitérent leur « volonté de promouvoir la diversité culturelle et le multilinguisme » ; réaffirment, dans la ligne de la déclaration...

(suite page 2)

Sommet francophone de Montreux (suite)

de Bamako en 2000, que « la construction de la paix, la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et l'égalité entre les hommes et les femmes, constituent la clef de voute des valeurs communes de la francophonie » tiennent à « renforcer les solidarités et les concertations francophones, y compris dans les enceintes multilatérales pour relever les défis majeurs auxquels nous sommes confrontés ».

Des défis actuels

Les chefs d'État et de gouvernement ont adopté une résolution spéciale en faveur de la reconstruction d'Haïti, qu'ils ont déclaré « pays prioritaire de la solidarité francophone ». Ils y ont appuyé « l'offre de coopération multilatérale francophone, axée principalement autour de la gouvernance et du renforcement des capacités des institutions de l'état de droit et des droits de l'homme, de l'éducation et de l'enseignement supérieur et technique, y compris la culture, et du développement local durable ».

Ils ont, d'autre part, apporté leur soutien à la réalisation de « la grande muraille verte destinée à lutter dans le sahel contre la désertification ». Ils ont fait de même pour les « efforts du gouvernement tchadien pour le

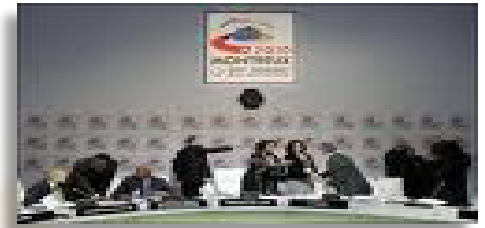
sauvetage du lac Tchad, » et ont souhaité à ce sujet « une plus grande solidarité de la communauté internationale ».

Le sommet a donné lieu à des échanges de vues ou à des tables rondes sur des grands problèmes d'actualité, comme notamment la sécurité alimentaire, la protection de la biodiversité, le changement climatique, la gestion de l'eau, et la lutte contre des maladies telles que la tuberculose, le sida, et le paludisme.

Il importe que la France... apporte à l'OIF tout le soutien matériel et moral nécessaire

Observations

Le sommet francophone qui se réunit tous les deux ans dans un des pays membres, cette fois ci en Suisse, la prochaine fois en République Démocratique du Congo, montre de plus en plus que la langue française appartient pleinement à tous les peuples qui la partagent. C'est un succès qui résulte certes de la nat que la ure des choses, mais



que l'on doit aussi à l'action remarquable du Sénégalais Abdou Diouf, Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), qui a mis en valeur le caractère égalitaire de l'Organisation qu'il anime et de la communauté qu'elle représente.

La concertation sur tous les sujets internationaux, au-delà de la langue et de la culture, s'en trouve renforcée, comme en témoigne la diversité des thèmes débattus au fil des sommets, et cette fois à Montreux, où il a bien été question des grands défis actuels, ainsi que de la gouvernance économique mondiale et de la promotion de la démocratie et des droits de l'homme.

Il importe que la France, tout en restant naturellement dans ce climat d'égalité, apporte à l'OIF tout le soutien matériel et moral nécessaire. C'est une raison de plus pour que le budget du ministère français des affaires étrangères et européennes, à qui revient la charge principale de cette mission d'appui, cesse d'être asphyxié et retrouve des couleurs.



3 questions à

Jacques Godfrain

Pour la première fois en 2012, les Français vivant à l'étranger éliront des députés à l'assemblée nationale. M. Jacques Godfrain, ancien ministre de la coopération, membre honoraire du Parlement, député suppléant de l'Aveyron, répond aux questions de La Lettre de l'Afrique, sur ce sujet.

La lettre de l'Afrique :

Les français de l'étranger éliront pour la première fois en 2012, des députés à l'assemblée nationale. Qu'en pensez-vous ?

Jacques Godfrain :

C'est une excellente mesure. Les Français expatriés méritent d'être considérés comme des citoyens à part entière. Ils sont depuis longtemps représentés au Sénat. Il faut maintenant qu'ils le soient à l'assemblée nationale, dont le rôle est considérable dans les institutions de la République.

L'existence de onze députés élus dans les différentes régions du monde, sera très utile aux Français de l'étranger, qui pourront s'adresser directement à eux à titre personnel, en cas de besoin.

LLA : Pensez-vous que ces députés pourront être des porte parole de préoccupations spécifiques ?

Jacques Godfrain :

Les préoccupations de nos compatriotes vivant à l'étranger sont particulières, car elles sont liées à l'éloignement, à la situation des pays étrangers dans lesquels ils vivent, et aux relations de ces pays avec la France. Dans ce contexte, les questions fiscales, la sécurité, l'éducation des enfants, les assurances et la santé, ainsi que les échanges commerciaux et la coopération, les intéressent au premier chef. En ce qui concerne l'Afrique, il y aura deux circonscriptions : l'une couvrira le Maghreb et l'Afrique de l'ouest au sud du Sahara ; l'autre comprendra l'Afrique centrale, australe et de l'est, et inclura aussi les pays du proche orient.

LLA : Quels seront les bons critères de choix de ces députés ?

Jacques Godfrain :

Les Français de l'étranger se décideront comme ils l'entendent. Au-delà des partis politiques, ils tiendront sûrement compte de la personnalité des candidats, de leur expérience du terrain, et de leur aptitude au dialogue avec les autorités des pays étrangers. Il ne pourra pas s'agir d'un mandat considéré comme une préretraite ou comme une compensation quelconque.

La volonté d'engagement dans la représentation parlementaire, la proximité humaine, la force de travail et la capacité d'intervention à l'étranger comme en France, seront très appréciées de nos compatriotes.

Changement climatique, une position africaine commune

À dix jours de la conférence de Cancun sur le climat, il faut s'intéresser de près au document que la Commission de l'Union Africaine publie en pleine page depuis mi octobre dans la presse internationale, sous le titre « *Changement climatique, une position africaine commune* »

Une volonté commune

Cette initiative souligne la volonté des Africains de définir eux-mêmes leur ligne de conduite, c'est-à-dire de ne pas être réduits à l'état de force d'appoint de tel ou tel pays développé, comme ont pu le croire certaines délégations d'Europe occidentale, lors du dernier sommet sur le changement climatique, réuni à Copenhague fin 2009.

Elle signifie aussi que, sous l'impulsion de plusieurs chefs d'état africains et de la Commission de l'Union Africaine, les dirigeants du continent entendent tenir une position commune dans les négociations

internationales sur le changement climatique. C'est ce qui est prévu pour la seizième conférence des nations unies sur le climat qui se tiendra à Cancun, au Mexique, du 29 novembre au 10 décembre 2010.

Des revendications

« *Faire face au changement climatique...sans pénaliser les pays en développement* »

Les Africains soulignent que l'Afrique, peu industrialisée, a peu de responsabilité dans les émissions de gaz à effet de serre (4% des émissions mondiales), alors qu'elle est ou sera parmi les grandes régions les plus touchées par le changement climatique, à travers inondations, sécheresse désertification, et extension de certaines maladie, avec risque d'accroissement de la pauvreté.

Ils demandent donc que les pays développés, principaux émetteurs de gaz à effet de serre, prennent des mesures d'urgence en faveur de l'Afrique et lui consentent des transferts technologiques pour renforcer son



action et lui permettre d'investir dans les technologies nouvelles. Ils rappellent qu'ils ont demandé à Copenhague la constitution d'un fonds d'intervention pour l'Afrique de 65 milliards de dollars, et que les contributions pourtant envisagées sont loin d'être confirmées et encore moins réunies.

En outre, l'Union Africaine, s'appuyant sur des conclusions d'experts, demande que les pays principaux émetteurs de gaz à effet de serre, diminuent leurs émissions pour parvenir à une réduction globale de 40% d'ici 2020. Enfin, elle exige que les pollueurs indemnisent les pollués. D'une manière générale, elle affirme que le monde doit « faire face au phénomène planétaire du changement climatique, sans pénaliser les pays en développement. »

COMORES

L'élection présidentielle aux Comores est en cours. Le premier tour a eu lieu le 7 novembre. Le second est fixé au 26 décembre. L'archipel compte 700.000 habitants arabophones et/ou francophones, musulmans en quasi-totalité. Il a besoin de stabilité intérieure et de coopération internationale. La relation avec la France, ancienne puissance coloniale, est compliquée mais forte.

Un premier tour régulier

La Constitution de « l'Union des Comores » institue une présidence tournante entre les îles de Mohéli, Grande-Comore et Anjouan. Le premier tour de l'élection a lieu dans l'île à qui revient la Présidence. Il permet de sélectionner trois candidats appartenant à cette île, qui seront départagés au second tour de l'élection présidentielle par

l'ensemble des électeurs de l'archipel.

La Présidence revenant cette fois-ci à Mohéli, c'est dans cette île que le premier tour s'est tenu le 7 novembre. Il mettait en compétition dix candidats issus de cette île. Les trois vainqueurs du premier tour sont : l'ancien vice président Ikililou Dhoinine avec 27% des suffrages, et deux opposants, Mohamed Said Fazul (22 %) et Bianrifi Tarmidi (11%). L'élection s'est déroulée dans de bonnes conditions.

Elle a été supervisée par une mission d'observation internationale composée d'envoyés de l'Union Africaine, de l'Organisation Internationale de

Élection présidentielle : confirmation de la stabilité ?

la Francophonie et de la Ligue arabe, qui ont témoigné de sa régularité. Cependant un des représentants de l'opposition a mis en question le résultat, en accusant le vice président Dhoinine d'avoir « acheté » des électeurs.

Une situation économique difficile

Les difficultés économiques structurelles de l'archipel ont été aggravées par de multiples crises politiques. Les dernières,



2008 se confirment et permettent au pays de travailler à son développement économique et social, ainsi que de mieux coopérer avec la communauté internationale.

La France et l'Union Européenne ont été au premier rang des partenaires réguliers, ainsi que le FMI. Mais des pays arabes de la région, l'Iran et la Chine affichent une présence croissante.

En mars 2010, la conférence de Doha en faveur du développement des Comores, organisée par le Qatar et la Ligue arabe, a décidé de financer de nombreux projets pour 540 millions de dollars.

ont été provoquées par des tentatives de sécession de Mohéli et d'Anjouan. Il importe qu'à partir d'élections reconnues, la stabilité politique retrouvée en

« *La relation avec la France est compliquée mais forte* »

L'Afrique n'attend pas

Hervé Bourges, Actes Sud, 2010

Rompre avec cette vision archaïque du continent noir pour accepter de se tremper dans l'Afrique vivante et féconde du XXe siècle, riche de promesses et d'un développement en plein essor, tel est le propos d'Hervé Bourges, ancien Président de France Télévisions et du CSA, dans cet ouvrage qui appelle à une prise de conscience : à condition de s'affranchir des vieux complexes et des schémas obsolètes, il est encore temps

pour la France et l'Afrique d'imaginer et de défendre un avenir commun.

A la recherche du développement

Gérard Winter, Karthala, 2010

L'auteur est polytechnicien, économiste, chercheur de l'ORSTOM/IRD . Cette autobiographie, nourrie de réflexions sur les politiques de développement, donne à voir ce que fut la scène de la coopération franco-africaine au cours du dernier siècle de mutations radicales.

Le Gotha noir de France

Editions Jacques-Marie Laffont, novembre 2010

A l'initiative du club efficace, ce livre veut rendre visibles les réussites de personnalités d'origines africaine et caribéenne au sein de la société française. Après une première partie consacrée à la place des communautés noires dans la société française, ce livre présente plus de 200 exemples concrets de parcours d'excellence. Un livre espère bousculer les idées reçues.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Afrique subsaharienne

• **Burkina Faso**

Les élections présidentielles du 21 novembre placent le chef de l'État sortant Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 1987, largement favori face à une opposition divisée ;

• **Guinée**

Les décomptes définitifs de l'élection présidentielle devraient être annoncés par la Cour suprême début décembre ;

• **Nigeria**

Après la libération des 19 otages dont deux français la semaine passée, le MNED (Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger), principal groupe rebelle dans la région pétrolière du sud du Nigeria, a averti qu'il lancerait de nouvelles attaques malgré la répression de l'armée nigériane ;

• **Soudan**

Plus de 1,3 millions de soudanais sur un total de 5 millions éligibles au vote, sont inscrits sur les listes du référendum d'autodétermination qui doit avoir lieu en janvier prochain ;

• **RDC**

Le procès de Jean-Pierre Bemba devant la CPI, s'est ouvert à La Haye le lundi 22 novembre. L'ancien chef rebelle et vice-Président de la RDC est accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ;

Madagascar

L'armée a mis fin à la tentative de mutinerie d'une vingtaine de militaires qui appelaient à renverser le régime d'Andry Rajoelina. Dans le même temps, la Grande île attend les résultats complets du référendum constitutionnel du 17 novembre organisé par le pouvoir en place qui vient de reporter sine die les prochaines élections communales ;



Solidarité régionale face aux crises alimentaires

Accra, 7-8 décembre 2010

En se fondant sur les leçons tirées de la création des stocks alimentaires régionaux en Afrique australe, en Amérique latine et en Asie, le Forum 2010 rassemble les principales parties prenantes pour faciliter la mise en place d'une réserve alimentaire régionale en Afrique de l'Ouest.

Sur la base d'exposés d'initiatives analogues mises en œuvre dans d'autres régions du monde et de panels de discussion entre parties prenantes d'Afrique de l'Ouest, il offrira aux participants l'occasion de partager les enseignements tirés de ces expériences, d'identifier les obstacles susceptibles d'entraver la constitution d'un stock alimentaire régional en Afrique de l'Ouest et de proposer des pistes de solutions.



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.